

Chronologie d'un coup d'état

Auteurs : **Patricio Grande** et **Natalia Wiurnos**

Enseignants-chercheurs de l'Université nationale de **Luján, Argentine**.

Dimanche 20 octobre : Élections générales

- Le binôme Morales y García Linera (Mouvement vers le socialisme) est en tête lors du décompte provisoire avec 45,28% des voix, contre 38,16% pour la formule Mesa y Pedraza (Communauté citoyenne).
- Après examen de 83,76 % des votes , le dépouillement provisoire est arrêté. La Constitution politique de l'Etat dispose que : » les candidats qui auront recueilli 50 % + 1 de voix ou obtenu au moins 40 % des voix, avec une différence d'au moins 10 % avec leurs concurrents , seront proclamés Président et Vice-président « .

Lundi 21 : Le Tribunal électoral suprême et les allégations de fraude

- Après dépouillement de 95,6% des listes électorales s, le Tribunal électoral suprême accorde 46,4% des voix à Morales et 37,07% à Mesa.
- Mesa et l'ensemble de l'opposition dénoncent l'existence d'une fraude électorale.
 - C'est le début d'une grande crise politique au niveau national.

Mardi 22 : Les comités civiques appellent à une grève générale indéfinie.

- Le Comité national pour la défense de la démocratie (CONALDE) appelle à une grève nationale illimitée.
- Le Comité Pro Santa Cruz, dirigé par Luis Fernando Camacho, appelle à la grève générale pour une durée indéterminée et exige que le Tribunal électoral suprême confirme le second tour.
- Le Comité Civique du Potosi, dirigé par Marco Antonio Pumari, et les départements de Chuquisaca, Tarija, Beni, Cochabamba et La Paz obtempèrent.

- Les manifestations de l'opposition deviennent violentes, les locaux du MAS et les bâtiments publics sont incendiés et des actes de vandalisme ont lieu dans différentes parties du pays.

- Le vice-président Antonio Costas démissionne du Tribunal électoral Suprême.

Mercredi 23 et jeudi 24 : Les protestations se multiplient

- Avec les mobilisations et les blocus, les protestations et la grève civique contre le gouvernement deviennent massives dans plusieurs départements et dans les villes principales

- Pour la première fois, Morales dénonce « un coup d'Etat en cours, mené par la droite bolivienne et bénéficiant d'un soutien international ».

Vendredi 25 : Evo est officiellement déclaré vainqueur

- Le Tribunal Electoral Suprême proclame les résultats définitifs : Morales est officiellement proclamé vainqueur, sans qu'un second tour soit nécessaire, avec 47,08% contre 36,51% de Mesa.

Samedi 26 : Les positions se radicalisent

- L'opposition appelle à multiplier les manifestations dans tout le pays.

- Evo, pour sa part, exclut toute négociation politique : « Je vais vous dire une chose : il n'y aura pas de négociation politique. Ici, on respecte la Constitution et le parti qui a remporté les dernières élections nationales. Je tiens à ce que la droite bolivienne le sache ».

Mercredi 30 et jeudi 31 : Audit de l'Organisation des États américains (OEA)

- Face à l'aggravation de la crise politique et de la violence, Evo Morales lui-même accepte que l'OEA procède à un audit électoral contraignant.

▪ Finalement, c'est Carlos Mesa qui n'accepte pas l'audit.

- Les auditeurs internationaux arrivent en Bolivie.

Vendredi 1er novembre : Audit

- Le travail de vérification internationale de l'OEA commence officiellement.

Samedi 2 : Camacho assume le leadership du mouvement et exige la démission d'Evo.

- Fernando Camacho demande la démission du président Morales et appelle les forces armées et la police à « servir le peuple bolivien ». En outre, il annonce qu'il va remettre une lettre au Président Morales pour qu'il démissionne.

- Les dirigeants des comités civiques de huit départements donnent à Evo un ultimatum de 48 heures pour démissionner de la présidence.

Dimanche 3 : Carlos Mesa

- Mesa demande un nouveau tour de scrutin : « Le vote est le seul moyen de sortir de cette crise ».

Mardi 5 : « Grande marche en soutien à Evo Morales »

- Les organisations des membres du Pacte d'unité et du Syndicat bolivien des travailleurs se mobilisent depuis El Alto et descendent au centre de La Paz pour soutenir le « Processus de changement » et son président.

- Des mobilisations similaires ont également lieu à Cochabamba.

Mercredi 6 : La violence des groupes d'opposants monte

- Il y a de violents affrontements entre les manifestants qui défendent le régime et ceux de l'opposition à El Alto, Cochabamba et Oruro.

- Des manifestants de l'opposition mettent le feu à la mairie de Vinto (Cochabamba) et forcent la mairesse à marcher pieds nus dans la ville couverte de peinture, sous les insultes, les menaces et les coups.

- Il y a eu au moins 3 morts dans les manifestations et des centaines de blessés.

Jeudi 7 : Camacho arrive à La Paz

- Fernando Camacho arrive à La Paz avec l'objectif de « remettre la lettre de démission du Président Evo Morales à la Casa Grande del

Pueblo ».

Vendredi 8 et samedi 9 : mutineries de la police dans 8 départements[événements clés].

- La police de Cochabamba, Sucre et Santa Cruz se révolte contre le gouvernement. Pendant la nuit, la mutinerie s'étend à 8 départements du pays
- Le gouvernement national dénonce officiellement, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères « un « coup d'État en cours ».
- Nelson Condori, chef du CSUTCB, rencontre Camacho et demande à Evo de » partir « .
- Morales appelle les partis d'opposition à un « dialogue ouvert ». Mesa rejette la proposition.
- Pour des raisons de sécurité, Evo et García Linera quittent le Palais du Gouvernement (La Paz) et s'installent à El Chapare (Cochabamba).

Dimanche 10 : Coup d'état civil et politico- militaire

Le matin :

- Evo appelle à de nouvelles élections en Bolivie et au renouvellement du Tribunal électoral suprême.
- L'OEA publie un rapport préliminaire de l'audit et conclut que : « des irrégularités ont été constatées, certaines très graves. Cela amène l'équipe de audit technique à s'interroger sur l'intégrité des résultats de l'élection du 20 octobre.
- Carlos Mesa communique à la presse la position de son parti : les nouvelles élections doivent se tenir en appliquant le mandat du « 21F », c'est-à-dire qu'Evo et García Linera ne peuvent être candidats. Il appelle également à la poursuite pacifique des mobilisations.

Dans l'après-midi :

- Juan Carlos Huarachi, leader maximum de l'Obrera Central Boliviana

et (ex) allié du MAS, demande publiquement à Evo de démissionner afin de « pacifier le pays ».

- Face aux pressions et aux actions violentes des forces d'opposition, les ministres des Mines et des Hydrocarbures et le président de la Chambre des députés (V́ctor Borda) démissionnent du gouvernement.
- Les Forces armées, par l'intermédiaire de leur commandant en chef Williams Kaliman, « suggèrent » publiquement la démission d'Evo.
- Le commandant de la police nationale Vladimir Yuri Calderon demande également la démission du Président.
- Camacho et Pumari entrent dans le palais du gouvernement, la Bible à la main et escortés par la police, et remettent la lettre de sa démission au Président.
- Les groupes d'opposition brûlent des wiphalas et d'autres symboles des peuples autochtones et de l'État plurinational.
- Depuis El Chapare, lors d'une conférence de presse, Evo Morales et García Linera communiquent leur démission à la Présidence et à la Vice-présidence de l'Etat, en dénonçant la « première étape d'un coup d'état » qui vient d'avoir eu lieu.
 - Les principaux ministres et la présidente du Sénat (Adriana Salvatierra) ont également démissionné.

Lundi 11 : Premières actions de résistance

- Les habitants d'El Alto, à travers la FEJUVE et les comités d'autodéfense, descendent dans la rue pour manifester leur refus du coup d'Etat et de l'incendie des symboles des peuples autochtones-originares.
- Le CSUTCB et d'autres organisations du Pacte d'unité annoncent qu'ils n'acceptent pas la démission d'Evo et qu'ils vont résister au coup d'Etat.

Mardi 12 : Jeanine Áñez s'auto- proclame Présidente de la Bolivie

- Evo et García Linera arrivent à Mexico en tant que demandeurs d'asile politique.
- La deuxième vice-présidente du Sénat, Jeanine Áñez (Movimiento Demócrata Social) s'auto- proclame présidente de la Bolivie. le fait est que l'Assemblée législative plurinationale n'a pas réussi à réunir le quorum nécessaire pour fonctionner légalement et la nommer à ce poste.
- Les présidents Donald Trump et Jair Bolsonaro reconnaissent officiellement la sénatrice Áñez présidente par intérim de la Bolivie.
- Pendant ce processus, 5 gouverneurs (les préfets de Potosí, Oruro, Beni, Chuquisaca et Tarija) et 32 maires ont démissionné

Mercredi 13 et jeudi 14 : Les paysans déclarent la grève générale

- Les organisations indigènes-originaires-paysannes du Pacte d'Unité déclarent une grève générale indéfinie, avec barrages routiers et encerclement de La Paz.
- Des hommes, des femmes, des enfants, des personnes âgées et des jeunes se dirigent à pied, déterminés, à travers routes et montagnes, vers La Paz Leur slogan : défendre l'État plurinational et exiger la démission d'Áñez.
- Le gouvernement menace et expulse la presse internationale qui couvre les manifestations contre le coup d'Etat.

Vendredi 15 : Décret de la « Mort » et massacre de Sacaba

- Le président (de facto) Áñez dicte le décret 4078, qui dégage les forces armées et la police nationale de toute responsabilité pénale dans la répression contre les manifestants opposés au coup d'État.
- Massacre de Sacaba (Cochabamba) : Une marche de cultivateurs de coca est réprimée par la police et les forces armées. Au moins 8 manifestants sont tués et 115, blessés.

Samedi 16 et dimanche 17 : Les mobilisations se renforcent

- Les mobilisations, les blocus et les barricades à La Paz et Cochabamba contre le coup d'Etat se multiplient

Mardi 19 : Massacre de Senkata

- Massacre de Senkata (El Alto) : au moins dix manifestants sont tués. le massacre a lieu lorsque l'armée, qui cherche à débloquent une raffinerie de YPFB, tire à feu nourri sur les manifestants.

Mercredi 20 : Nouvelle répression à La Paz

- La police réprime les manifestants qui se mobilisent et descendent d'El Alto à La Paz pour protester contre le massacre de Senkata.

- Des barrages subsistent sur les routes et dans les rues de l'altiplano et de Cochabamba.

Vendredi 22 : Mission de la CIDH

- La Commission interaméricaine des droits de l'homme arrive en Bolivie pour observer la situation des droits humains dans trois villes : La Paz, Cochabamba et Santa Cruz.

Samedi 23 : Table de négociation

- Un accord est conclu entre le gouvernement et les dirigeants de la FEJUVE (El Alto) et les 20 provinces de La Paz, grâce auquel les blocus sont levés (pour au moins 48 heures).

Dimanche 24 : Accord parlementaire

- Le samedi 23, le gouvernement d'Áñez conclut un accord parlementaire avec le MAS et adopte une « Loi exceptionnelle pour appeler à des 'élections générales »

- Cette loi, promulguée par Áñez le dimanche matin, établit un délai de 120 jours, à compter de la constitution d'un nouveau Tribunal électoral pour l'organisation des élections et interdit à 'Evo Morales de postuler à nouveau à la présidence de l'État plurinational.

Lundi 25 et mardi 26 : Accord avec la COB et les Centrales Campesinas.

- La centrale ouvrière Bolivienne du Pacte d'Unité signent un « accord de pacification » avec le gouvernement.
- Le regroupement national des « 6 Fédérations des Cultivateurs de Coca du Tropique » de Cochabamba demande une pause pour aborder les mesures d'action directe.

Jeudi 28 : Bilan de la répression.

- Áñez abroge le décret de 'la mort » 4078 «
- Bilan de cette première étape du coup d'Etat : 34 morts, 832 blessés, 54 détenus, disparitions forcées de personnes et torture, viols et crimes sexuels.

Ville de Luján, 4 décembre 2019.